

Fête francophone au parfum d'économies

FÉDÉRATION 230 millions ? Demotte esquive

Pour un jour de fête, il a surtout été question de chiffres et d'économies, samedi, à l'occasion des fêtes de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Communauté française).

Le ministre-président Rudy Demotte (PS) n'a pas caché – comment l'eût-il pu ? – que son gouvernement serait contraint aux économies lors de l'élaboration de son budget 2015... mais sans vouloir confirmer les chiffres avancés par *Le Soir* samedi. Selon nos informations, la Fédération devra en effet économiser 230 ou 240 millions d'euros en 2015, au lieu des 140 annoncés, soit une centaine de millions de plus.

« Il s'agit d'un chiffre non avéré par les négociateurs (budgétaires) », a déclaré Rudy Demotte, interrogé à son arrivée à l'hôtel de ville de Bruxelles où avaient lieu les célébrations officielles du 27 septembre. Il a qualifié le chiffre de 100 millions d'économies supplémentaires de « spéculation »... alors que Jean-Charles Luperto, le président du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (PS aussi), citait le même chiffre de 230 millions d'économies à réaliser dans *L'Avenir* samedi. Mais pour Rudy Demotte, il n'y a pas encore d'« accord technique » au sein de la majorité sur la hauteur de l'effort à fournir.

Selon nos informations, ce nouveau chiffre de 230 ou 240 millions s'explique d'abord par la révision à la baisse de la croissance pour 2015 ; ensuite par la

dotation que versera le fédéral (liée à la TVA) et qui sera elle aussi inférieure à ce qui était prévu ; enfin, par la dotation liée au calcul du nombre d'élèves qui est également moins favorable qu'es-

comptée. Au total, c'est bien entre 90 et 100 millions en plus que la Fédération Wallonie-Bruxelles doit trouver pour 2015.

Quoi qu'il en soit, dans son discours officiel à l'hôtel de ville de Bruxelles, Rudy Demotte a promis que son gouvernement ferait preuve « d'équité et de priorités » dans les économies à réaliser. « L'exercice ne sera pas aisé mais il est inévitable. Non, nécessaire ! », a-t-il lancé. Promettant une « rigueur budgétaire raisonnée » qui ne détournera pas la Fédération de sa volonté de solidarité et de ses ambitions pour l'enseignement, « notre première priorité » : « Peut-être ne bénéficie-t-il pas des budgets que le cœur est enclin à lui accorder, mais l'équité présidera nos choix dans la recherche de l'efficacité », a-t-il assuré. Ajoutant que, demain, il faudra « mieux affecter chaque centime d'euro dépensé », l'école devant « retrouver son rôle d'ascenseur social ».

Enfin, le ministre-président a promis que la culture ne servirait pas de « variable d'ajustement budgétaire ». Jeudi, au parlement de la Fédération, la ministre de la Culture, Joëlle Milquet (CDH), avait affiché sa volonté de limiter les coupes budgétaires du secteur à « moins de 3 % ». ■

Ma.D. et V.La. (avec Belga)